

Des points de l'accord de gouvernance MR-cdH-Ecolo déjà remis en cause

À peine conclu, l'accord passé entre les trois partis accuse un certain nombre de faiblesses et de zones d'ombre.

ARTHUR SENTE
ET MARTIN BUXANT

On connaît l'histoire: Ecolo a négocié un accord de gouvernance avec le MR et le cdH pour ensuite mieux fermer la porte d'une majorité commune. Ultime testament de ces discussions, un projet de synthèse en 67 points reprenant une série de points de convergence en matière de gouvernance, que l'Echo a pu consulter.

Que trouve-t-on dans le programme? Pas de décumul intégral, cela a déjà été dit, mais une suppression des provinces, un cadastre pour tous les mandats et rémunérations dans les structures publiques et parapubliques ainsi qu'un renforcement des moyens et prérogatives des commissions de déontologie. Également au menu: le plafonnement effectif des rémunérations des mandataires à 150% de l'indemnité parlementaire (soit 183.500 euros brut en 2017) et le conditionnement du versement des jetons de présence des administrateurs publics à une... présence effective en réunion. Le scandale Publifin n'est jamais loin. Notons également cette proposition, moins attendue, peut-être: les trois partis s'accordent sur l'idée d'un gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles composé essentiellement de ministres régionaux wallons et bruxellois. Il faudra cependant voir comment appliquer cela en cas d'asymétrie au sein des entités fédérées concernées.

Moins de députés bruxellois?

La co-présidente d'Ecolo, Zakia Khattabi, a malgré tout critiqué le fait que l'accord comportait un certain nombre de «mesurettes» ne faisant, selon elle, pas réellement progresser la gouvernance tant elles vont de soi. Exemple: un point sur «le respect de l'autonomie associative». «Cela permet au cdH de gonfler la liste et de faire passer cela pour une révolution.»

DéFI pousse vers une coalition élargie en Fédération Wallonie-Bruxelles

Autre proposition se retrouvant dans la note mais ne bénéficiant pas de l'approbation d'Ecolo: celle de réduire le nombre de députés régionaux bruxellois. Le parti doit en effet composer avec son alter ego Groen. Et les partis flamands, qui ne se partagent déjà «que» 17 sièges à la Région (sur 89 en tout), craignent de se retrouver vraiment trop à l'étroit pour assurer leur travail parlementaire.

Pas sûr donc que l'idée soit forcément bien reçue rue du Lombard. «C'est déjà difficile d'assurer la présence d'un député flamand de chaque groupe par commission», réagit Johan Van Den Driessche, chef de file N-VA au parlement bruxellois. Aborder cette question, c'est donc prendre le risque d'ouvrir une nouvelle page communautaire, sachant qu'une modification de cette règle nécessite l'approbation d'une majorité dans chaque groupe linguistique.

On constatera tout de même que le MR avait émis des réserves du même ordre en septembre 2016 lorsque Rudi Vervoort avait déjà suggéré l'idée de réduire le nombre de sièges au sein de l'hémicycle bruxellois. «Beaucoup de choses se sont passées entre-temps», assure Christophe Cordier, porte-parole d'Olivier Chastel.

Qu'en pense Olivier Maingain, troisième homme au rôle clé dans le jeu de négociations qui se joue actuellement, de tout cela? «Nous avons déjà plaidé pour une diminution de 30 députés bruxellois», nous assure-t-il, insistant néanmoins sur le fait qu'une telle disposition devait impérativement s'accompagner de la suppression des listes linguistiques dans la circonscription.

Fusion communes-CPAS

Maintenant que les verts ont quitté la table, la porte semble en tout cas ouverte pour d'autres mesures qui faisaient jusqu'alors l'objet d'un veto de la part d'Ecolo. «Il y a un accord MR-cdH au niveau de la suppression de l'effet dévolutif sur la tête de liste», laisse entendre Christophe Cordier. Autres points qui feraient l'objet d'un consensus entre MR et cdH: la suppression des suppléants sur les listes électorales et l'élaboration d'un cadre pour la fusion des communes et des CPAS.

Reste à voir si ce catalogue de bonnes intentions aura valeur d'engagement pour les deux partis restés à bord. Pour le MR, c'est clair: «Les points mentionnés dans cette note auront notre soutien.» Le porte-parole de Benoît Lutgen assure de son côté la même chose, taclant au passage les écologistes: «Quand nous

écrivons une note, c'est pour l'appliquer. Pas pour laisser aux autres le soin de faire le travail.»

Le jeune couple MR-cdH va passer le week-end ensemble. Depuis qu'Ecolo a quitté la pièce, ils se retrouvent à deux pour poursuivre les discussions. Celles-ci ne portent plus uniquement sur la gouvernance mais se sont élargies à d'autres thématiques. Tout le week-end, MR et cdH examineront diverses notes de synthèses (économie, emploi, environnement,...) afin de constituer les grandes lignes d'une politique commune. Confiantes, plusieurs sources ont affirmé que l'ambition était de présenter les grandes lignes d'une déclaration de politique régionale en bureau de parti lundi. Le destin wallon se dessine donc.

Position incontournable

Celui des autres entités fédérées dépend de la volonté d'Olivier Maingain, le président de DéFI, qui a les cartes en main. Et celui-ci a clairement indiqué qu'il préférerait maintenir l'effectif bruxellois, c'est-à-dire continuer de gouverner avec le PS, mais qu'il était ouvert à un éventuel changement de coalition en Fédération Wallonie-Bruxelles. DéFI se sait en position incontournable en Fédération Wallonie-Bruxelles et pourrait profiter de la situation pour rejoindre cet exécutif. «Je pense que l'occasion est à saisir pour que les partis francophones réfléchissent à la manière de fortifier la Fédération Wallonie-Bruxelles. Tous les partis francophones doivent être associés à cette discussion, y compris le PS», a-t-il déclaré sur les ondes de la RTBF vendredi matin. Le président de la formation amarante a d'ailleurs rencontré la présidente de la Fédération socialiste bruxelloise, Laurette Onkelinx, ce vendredi, pour parler de bonne gouvernance.

À son arrivée au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, où il entamait de nouvelles négociations avec Olivier Chastel, Benoît Lutgen, le président du cdH, s'est contenté de répéter qu'il appréciait la démarche du MR et qu'il espérait que «d'autres nous rejoignent, en mettant au vestiaire les ranceurs». Le président du MR, Olivier Chastel, a salué vendredi, à son arrivée à une réunion avec son homologue du cdH Benoît Lutgen, «l'ouverture» d'Olivier Maingain. Reste à voir si l'option d'une large coalition (MR, PS, cdH, DéFI voire Ecolo) se réalisera. Ce n'était pas vraiment l'idée de Benoît Lutgen lorsqu'il a débranché la prise le 19 juin.

«Quand nous écrivons une note, c'est pour l'appliquer.»

FABIAN NAMUR
PORTE-PAROLE
DE BENOÎT LUTGEN